

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

hebdomadaire

N° 307 JEUDI 29 MARS 1979 4 F

Organe de la Fédération Anarchiste



(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

Denain, Longwy, Paris...



RIPOSTE OUVRIÈRE

RADICALE

ET CONTINUE !

Plus jamais ça ↑

12 militants de la Fédération Anarchiste arrêtés

Vendredi 23 mars, jour de la « marche sur Paris », 15 militants de la FA quittaient la librairie Publico, munis d'une banderole et de drapeaux noirs, pour se rendre, en groupe, sur la place de la République, lieu de départ de la manifestation. Ils n'y parviendront pas! Interceptés par la flicaille qui grouille dans le quartier, ils seront aussitôt embarqués, et si trois d'entre eux ont pu être relâchés le soir même, les 12 autres rejoindront les nombreux autonomes arrêtés lors des affrontements de la soirée.

Ainsi, alors que nos camarades n'ont même pas pu prendre part à la manifestation de l'après-midi, ils devaient, ce lundi 26 mars, passer comme les autres devant le tribunal des flagrants délits, pour y être jugés pour « port d'armes » (il s'agit des manches de drapeaux).

La Fédération Anarchiste dénonce ces méthodes policières qui retirent à nos camarades le simple droit de manifester, en même temps que l'amalgame fait entre eux et les autonomes arrêtés. Il est à craindre en effet qu'étant jugés en même temps et de façon expéditive, nos 12 camarades se voient attribués de lourdes peines.

LIBERTÉ POUR NOS CAMARADES !

FÉDÉRATION ANARCHISTE

A propos de la manifestation contre les licenciements

Les syndicalistes et les autonomes : deux mondes qui s'ignorent !

NE discutons pas sur le chiffre! 60 000 ou 100 000 manifestants, il y avait du monde vendredi dernier entre la place de la République et l'Opéra. Moins de monde qu'il apparaissait au premier abord, car la dispersion des rassemblements initiaux à diverses portes de Paris saupoudrait la moitié de la ville d'une foule parfois éparpillée et le cortège étiré dans sa première partie ne devenait compacte que sur sa queue. Cortège disparate où les mineurs du nord se mêlaient aux cadres de la CGT et du Parti Communiste qui avaient réussi à en-

traîner dans la grève un certain nombre de travailleurs.

Sur les trottoirs noyés par les badauds qui contemplaient le défilé, des groupes de jeunes circulaient dans un mouvement incessant, par petits paquets, jamais bien loin les uns des autres. Des autonomes attendant leur heure! Beaucoup d'écharpes tricolores pour nous rappeler, si nous l'avions oublié, que le second tour des élections cantonales n'était pas éloigné.

La CGT, c'est incontestable, dominait le cortège. Si les pancartes de la CFDT, de la FEN ou de FO, annoncées dans les communiqués, étaient absentes, par contre le Parti Communiste était partout présent et ses hauts-

parleurs hurlaient des slogans appropriés. Mais ce qui frappait le plus l'observateur, c'est la tristesse de ce défilé que certains ont trouvé bon enfant mais que j'ai pour ma part trouvé

(suite page 5)

Page 7

Entretien avec
le chanteur
Michel Buhler

FO P 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
 ALLIER : MOULINS
 ALPES-MARITIMES : ANTIBES
 AUBE : TROYES
 B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
 CALVADOS : HÉROUVILLE-CAEN
 DOUBS : BESANCON
 Eure-et-Loir : GROUPE BEAUCE-
 RON
 GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
 ILLE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 ISÈRE : GRENOBLE
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
 LOT : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : ST-LÔ
 MORBIHAN : LORIENT
 NIEVRE : NEVERS

ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BA-
 YONNE - BIARRITZ
 RHÔNE : LYON
 HAUTE-SAVOIE : ANNECY
 ANNEMASSE
 SEINE-MARITIME : ROUEN - LE
 HAVRE
 SOMME : AMIENS
 TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON :
 VILLEFRANCHE DE ROUERGUE
 VAR : RÉGION TOULONNAISE
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTE-
 MENTALE
 HTE-VIENNE : LIMOGES

BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

* * *

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES
 DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 (édite *Voie Libre*)
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-ENTREPRISES
 DE CALBERSON (Paris 18^e)
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Tours : les seconds et quatrièmes lundis du mois, de 20 à 22 h, au 10, rue Jean Macé à Tours.

Groupe de Rennes : le jeudi de 19 h 30 à 20 h 30 à la M.J.C., rue de la Paillette.

Groupe Kropotkine d'Argenteuil : les premiers et troisièmes samedis de chaque mois, de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant, à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe Paul Mauget d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La tête en bas - 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 h 30 à 17 h au local de Culture et Liberté 72, Bd. Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Orsay-Bures : les seconds et quatrièmes vendredis de chaque mois, à la Maison pour Tous de Courdimanche, Les Ulis, de 20 h à 22 h, salle Charité Chaplin.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible, au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Jacob : le lundi de 18 h à 20 h et le samedi de 14 à 16 h, au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise Michel : tous les samedis de 17 h 30 à 19 h, au 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h et le samedi de 16 à 18 h, au 51, rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h 15 à 20 h et le samedi de 15 h à 17 h.

Groupe de Lyon : tous les samedis à partir de 15 h au local ACLR (rez-de-chaussée) 13, rue Pierre Blanc à Lyon.

Groupe La Boétie : les seconds et quatrièmes mercredis de chaque mois à 20 h 30, Centre administratif, mairie d'Asnières.

Groupe Jules Durand, Le Havre et sa région : dans les locaux du Cercle d'Etudes Sociales, 16 rue Jules Teller au Havre. Le lundi de 14 à 19 h, le mercredi de 15 à 19 h, le samedi de 15 à 19 h.

Groupe Germinal : tous les jeudis de 19 à 20 h au café Le Métropole, avenue de la République à Issy les Moulineaux (face au terminus des bus 126 et 190). Tous les mardis de 19 à 20 h, petite salle du patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, Paris 15^e (métro : Boucicaut).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h et le samedi de 14 à 18 h, en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Fresnes-Antony : tous les jours de 10 à 20 h, le dimanche de 10 à 13 h, au 34 rue de Fresnes à Antony (Tel. 668-48-58).

Groupe d'Amiens : tous les mercredis de 20 à 21 h, 13 rue Corré (quartier St-Roch) à Amiens.

Groupe Voline : 26, rue Piat-Paris 20^e. Tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe Elsie Reclus d'Ab-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h à la table de presse tenue devant le palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h dans le hall de la fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h, rue du Gros Horloge.

PERMANENCE ANTIMILITARISTE

Chaque samedi de 13 à 15 heures
 Librairie Publico - 3, rue Ternaux-75 011 PARIS

Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures
 3, rue Ternaux - 75 011 PARIS

Permanence le samedi à cette adresse de 15 à 19 h

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 10 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2^e, 5^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - GROUPE ESTUDIANTIN DE FRESNES-ANTONY
 - MASSY PALAISEAU
 - ATELIER DU SOIR
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 CORBEIL ESSONNES
 - BRUNOY ET LIAISON SEINE-ET-MARNE
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY

BANLIEUE OUEST

- NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX
 - ISSY LES MOULINEAUX, BOULOGNE-BILLANCOURT, MEUDON

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE
 ST-OUEN
 - ASNIÈRES
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De l'Aisne, Aubenas, La Rochelle, Saintes, Marennes-Oléron, Salon, des Ardennes, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Bourgoin, Orléans, Cherbourg, Chiron, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Montoire, Blois, St-Etienne, Le Puy, Laval, Metz, Valenciennes, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Haute-Vienne, Epinal, Noyon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême.

Le groupe
 Commune de Kronstadt
 organise

MERCREDI 4 AVRIL
 à partir de 13 h 15

Fac de Nanterre-Amphi D1
 un meeting-débat pour
 la solidarité internationale
 révolutionnaire

contre
 l'exploitation salariale et la
 répression étatique
 avec la participation
 du groupe Emma Goldman FA
 du collectif de soutien à la
 lutte du peuple bulgare
 d'Efim Etkind
 du comité pour la défense
 des droits de l'homme
 et des prisonniers politiques
 en Colombie
 du mouvement anti-apartheid
 CAO
 du comité pour la libération
 des prisonniers politiques
 arméniens

Le groupe Louise Michel
 organise
 une permanence sur les
 problèmes des femmes
 tous les derniers vendredis
 de chaque mois à 18 h
 Prochaine permanence
 VENDREDI 30 MARS
 10, rue Robert Planquette
 Paris 18^e

Non vous n'êtes pas concernés
 par la centrale
 de Nogent-sur-Seine !
 L'enquête d'utilité publique
 s'achève dans l'indifférence
 et de toute façon
 on ne vous a pas demandé
 votre avis

Le groupe Eugène Varlin
 et le comité antinucléaire
 du 15^e arrondissement
 proposent une réunion publique
 sur le thème

QUELLES ACTIONS
 AUJOURD'HUI POUR
 COMBATTRE CONTRE
 LE NUCLEAIRE

Venez proposer les vôtres
 au 17, rue de l'Avre
 Paris 15^e

MERCREDI 4 AVRIL
 à 20 h 30

Une liaison est en formation
 à Firminy en Haute-Loire.

Un nouveau groupe du nom
 de « Commune » vient de se
 créer dans le Val-de-Marne, sur
 Fresnes-Nord, L'Haye les
 Roses.

En Corse, à Ajaccio et Bastia,
 des liaisons sont actuelle-
 ment en formation.

En Charente, c'est à Angou-
 lême qu'une liaison se forme.

Pour tous ces groupes et
 liaisons, les contacter par l'in-
 termédiaire des RI, 3 rue Ter-
 naux, Paris 11^e.

Au moment où la F.A.
 lance sa campagne
 sur le pays de l'Est
 le groupe
 Commune de Kronstadt
 partie intégrante du collectif
 de soutien à la lutte
 du peuple bulgare
 informe les lecteurs du ML
 qu'il tient à leur disposition
 une brochure d'information
 sur la répression qui sévit
 en Bulgarie

Pour les intéressés
 écrire au groupe à Publico
 (Prix : 5 F)

Directeur de la publication
 Maurice Laisant
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 77
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Voie Libre n°11 est paru

La liaison des cheminots annonce la parution de « Voie Libre »
 n°11. Au sommaire : les grèves de gratuité - Enrayeur, atten-
 tion au choc! - Ras-le-bol des foyers dortoirs - Devant l'action
 directe - Jeunes, la SNCF vous propose...
 En vente à Publico : 1 F

15 MARS 1979



Voie Libre

organe de liaison des cheminots
 FEDERATION ANARCHISTE

Pour tout contact :
 Publico
 3, rue Ternaux
 75 011 PARIS
 C.C.P. de soutien :
 Paris 17 022 98 E

éditorial

Une fois de plus nous voilà re-
 joints pour ces séries de grèves de...
 Celle du 7 mars fut une "reprise", et
 pour cela il n'en a pas fallu moins de
 sept syndicats pour parvenir à ce "tour
 de force" ! C'est comme si on voulait
 éteindre un incendie avec un verre d'eau !
 Le contrat d'entreprise a été tout de
 même signé, le plan Guillaumat se pré-
 cise de plus en plus, et ceci est une at-
 taque de grande envergure de la part du
 patronat : c'est la fin de ce qui restait
 d'un "service public", des milliers d'em-
 plois supprimés, de lignes et de tarifs
 sociaux : le statut de cheminot est gra-
 vement remis en question, de même que
 sont les "avantages" des usagers.

Devant cette grave menace, les syn-
 dicats enfoncent les cheminots dans le
 carcan des grèves de 7... (sous le
 prétexte d'une unité syndicale, "FX" et
 homme d'équipe même combat ! les clous !)
 et qu'on ne vienne pas nous dire que
 c'est un problème de combativité ou
 de mobilisation, les cheminots ont prou-
 vé en maintes actions leur dévouement !
 Il faut se débarrasser de ces actions
 "traîné-avant" et pratiquer une lutte
 appropriée à la situation actuelle. Les
 grèves habituelles sont inefficaces et
 IMPOPULAIRES !

Il faut nous lancer dans une grève
 autogestionnaire et appropriée, arrêt
 dans un premier temps des circulations,
 puis remise en marche des trains gérés
 par les cheminots eux-mêmes et mis au
 compte des voyageurs gratuitement... en
 leur expliquant nos actions et en béné-

CHEMINOT

TON SEUL

CONTRAT

C'EST



l'autogestion

notre regard... et la Fédération des
 Usagers des Transports présent actuel-
 lement la "grève de gratuité".

Avec des assemblées générales sou-
 veraines élisant des délégués révocables
 et contrôlables à tous moments, nous se-
 rons en mesure de la coordination de notre grève
 et ceci dans un esprit d'action directe
 c'est-à-dire le même qui anime celui des

Appel

Les cheminots anarchistes, anarcho-syndicalistes de la région
 de Paris-Austerlitz désirent prendre contact avec la liaison des
 cheminots de la F.A. peuvent écrire à l'adresse suivante : Voie
 Libre, 3 rue Ternaux - 75 011 Paris.

Le nouveau groupe
 de St-Michel-sur-Orge
 organise
 une réunion-débat
 sur le problème des

HÔPITAUX
 PSYCHIATRIQUES

à la salle municipale
 du Bois des Roches
 à St-Michel-sur-Orge
 (à côté d'Euromarché)

SAMEDI 14 AVRIL
 à 20 h 30

Le groupe appelle également
 tous les sympathisants
 à le contacter par
 l'intermédiaire des R.I.

Pour tout règlement
 concernant *Le Monde
 Libéraire* ainsi que pour
 le paiement des achats
 de livres, affiches, jour-
 naux, vos chèques doi-
 vent être libellés à l'or-
 dre de PUBLICO unique-
 ment.

Pour tout autre règle-
 ment, se renseigner au-
 près de nous.

Le groupe Kropotkine
 organise des colloques-débats
 dans son local

28, rue Carême Prenant
 95 100 Argenteuil

Samedi 7 avril à 15 h 30
 LA HIERARCHIE
 DES SALAIRES

Samedi 21 avril à 15 h 30
 ANARCHO-SYNDICALISME
 ET SYNDICALISME
 RÉVOLUTIONNAIRE

LA RUE N° 26 est parue

Ce nouveau numéro de la
 revue éditée par le groupe
 libertaire Louise Michel, est
 en vente à Publico. Le som-
 maire en sera donné dans
 notre prochain numéro.

LE MONDE LIBERTAIRE

Redaction-Administration : 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289-15 Paris

	TARIF	
	Sous pli fermé	Etranger
3 mois	50 F	110 F
6 mois	95 F	210 F
12 mois	180 F	410 F

* Tarif Etranger, W.F., Belgique, Suisse, Italie, Canada.

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

(à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

Il se passe toujours quelque chose à Marseille !

Violences contre des lycéens

DEPUIS environ une semaine, des manifestations lycéennes se succèdent en riposte au plan Beullac dont l'application entraînerait à Marseille la disparition de plus d'une centaine de postes d'enseignants, la suppression de nombreuses classes, en particulier au lycée Périer. En bref la création d'un lycée d'élite destiné à une certaine catégorie d'enfants (les rescapés du fichage) où l'entrée serait sélective et l'exclusion facilitée : une école très sociale.

Après une semaine de grève, ce lundi 19 mars plusieurs centaines de lycéens se dirigèrent vers les locaux de FR3 (station régionale bien connue à Marseille pour ses prises de position libérales : entre autres, publicité pour un meeting de l'eurodroite avec interview d'un dirigeant du PNF) dans le but de faire passer un communiqué aux actualités régionales.

Après l'intervention des valeureux CRS, l'ordre régnait, les ambulances ayant ramassé plusieurs lycéens dont une fille dans un état très grave (affaire à suivre).

Le lendemain, grande manif unitaire réunissant lycéens, enseignants, syndicats, parents d'élèves, en tout plusieurs milliers de personnes. Après un sit-in sur le vieux port, la manif se scinda en deux groupes : les enseignants et parents qui décidèrent de se rendre à l'académie d'Aix-Marseille pour déposer leurs doléances devant le recteur ou l'un de ses sous-fifres, les lycéens et élèves des CET se rendant eux devant l'inspection académique. Des casseurs anarchistes d'après le préfet de police, l'ensemble des manifestants d'après le collectif lycéen, détruisèrent les vitres dudit bâtiment. Carnés et matraqués par les CRS entre deux tirs de grenades, ils se réfugièrent dans la fac St-Charles. Les tirs de grenades occasionnèrent la chute d'un lycéen situé sur un toit, celui-ci fut hospitalisé avec une fracture de la colonne vertébrale. Devant le refus du recteur, les CRS restèrent de l'autre côté des grilles : quelques interpellations à la sortie et quelques blessés mineurs. Quelques heures plus tard, après une autre manifestation sur la Canebière, après le départ des parents d'élèves et des syndicats, bref des gens bien, nouvelles charges policières suivies d'ambulances. Plusieurs manifestants sont encore hospitalisés.

Où en est-on maintenant ? Après la répression, la récupération. En AG, on assistait mercredi après-midi à une tentative de récupération de l'UNEF, du MAS (syndicat étudiant où la LCR prédomine), allant jusqu'à exclure les agitateurs (élèves du CET par exemple, qui avaient des allures de loubards). La grève lycéenne est actuellement suivie par une fraction du mouvement étudiant, malheureusement très réduite. Il est à noter que de nombreux lycéens en ont assez des maigres de l'UNEF et des autres, et certains d'entre eux veulent créer un collectif libertaire inter-lycéens. Ceux-là et certains autres veulent prendre leur lutte en main et la mener jusqu'au bout sans récupération aucune. Qu'ils sachent que nous leur assurons notre sympathie et notre soutien, leur lutte est la nôtre.

Jean-Paul (Marseille)

Une nouvelle demande d'extradition

IL y a quelques mois de cela, malgré les déclarations ô combien mensongères de Peyrefitte lui-même, clamant à qui voulait bien l'écouter que dans le pays on n'extradait pas pour des motifs politiques, Gabor Winter, sur un dossier bien mince pour ne pas dire inexistant était, peu de temps après, livré aux autorités allemandes. Pour continuer dans le même ton, ce sera au tour de deux réfugiés politiques basques de subir, sans doute prochainement, le même sort. Détenus depuis le 15 mars dernier à la prison des Baumettes de Marseille, l'Espagne demande en effet leur extradition.

Un bref retour en arrière, jusqu'en janvier 79 à peu près, au moment où les élections espagnoles approchent ; c'est à cette date que le gouvernement français assigne à résidence 17 militants basques sur le plateau de Valensole, en Haute-Provence, où ils seront détenus environ plus d'un mois. Le mardi 13 mars, on leur signifie que l'assignation prend fin. Munis d'un billet de train, ils sont emmenés dans un autocar qui doit les conduire à la gare de Sestron. Au bout de quelques temps 80 CRS et plusieurs policiers en civil stoppent le car, sous prétexte d'une ultime « vérification d'identité ». En fait Mikel Antonio Goicoechea el Orrie et Martin Apaolaza-Azcar Gorta sont embarqués dans une voiture direction les Baumettes. Quand aux 15 autres Basques, on leur signifie qu'ils sont frappés d'une interdiction de séjour dans neuf départements frontaliers ainsi que les Landes, le Gers et le Lot-et-Garonne, avec 3 jours de délai pour trouver une nouvelle résidence, alors que la plupart d'entre eux vivent et travaillent depuis plus de 5 ans à la frontière franco-espagnole. Le délai qui leur était imparti pour quitter les départements frontaliers a donc expiré le vendredi 16 mars dernier et les réfugiés basques restent bien sûr, depuis, introuvables, et la police, quant à elle, a commencé ses investigations. En fait, il s'agit ici d'une épreuve de force engagée par les autorités françaises à l'encontre

des réfugiés basques ; les pressions et diverses mesures répressives allant à l'encontre des traités internationaux concernant le droit d'asile politique, visent un seul but : créer chez les réfugiés basques un climat de peur, les isoler de manière qu'ils soient contraints à la clandestinité. Le pouvoir joue donc à fond la carte de l'illégalité. Mais les manœuvres du gouvernement français ne s'arrêtent pas là. En effet, l'administration préfectorale a précisé dernièrement que les réfugiés, hors des régions frontalières, se verraient accordés de nouveaux titres de séjour renouvelables à court terme ainsi que des cartes de travail, une situation identique à celle des travailleurs étrangers c'est-à-dire expulsables à volonté ! Au moindre incident en Pays Basque, le gouvernement espagnol pourra demander des extraditions...

Pour revenir sur les deux détenus de Marseille, on ignore encore les raisons exactes pour lesquelles l'Espagne réclame leur extradition. Par contre, cela est sûr, c'est la première fois que des réfugiés politiques ayant obtenu un statut de l'office français pour la protection des réfugiés politiques et des apatrides font l'objet d'une demande d'extradition. On ne sera pas étonnés pour autant et puis comme dirait l'autre, il y a un début à tout...

Denis LAROUSSINIE

Angers

Les journées libertaires

Le débat sur l'éducation se déroula en présence de notre camarade J.-M. Raynaud, co-auteur du livre *L'éducation libertaire*. Il parla des différentes expériences des écoles parallèles devant une soixantaine de personnes très intéressées. Insistant à la fois sur l'illusion pédagogique créée par ceux qui militent dans l'Education Nationale, et le caractère trop marginal des écoles parallèles, Raynaud propose de trouver la solution en se dirigeant vers des lieux éducatifs hors de l'éducation nationale, mais en relation avec la lutte sociale avec comme but bien défini la révolution sociale. Telle fut La Ruche de Sébastien Faure.

Le débat sur le féminisme, avec des femmes du journal *Colère* et le groupe femme d'Angers, fit apparaître une vive opposition entre le féminisme réformiste des groupes femmes et le féminisme libertaire. L'intolérance et la volonté permanente de ne pas parler politique de la part du groupe d'Angers, débouchèrent sur un débat basé sur la provocation.

Le débat sur le syndicalisme, animé par la CNTF, le groupe de Rouen et le SAT de Lyon, vit un public plus restreint. Une quarantaine de personnes ont pu débattre à partir des interventions intéressantes des groupes participants, tant au niveau de l'analyse du syndicalisme actuel que des pratiques de lutte des travailleurs.

La soirée sur l'antimilitarisme

devant une trentaine de personnes, commença par un montage audiovisuel fait par les copains de Nantes. Le débat porta essentiellement sur la lutte à l'intérieur des casernes puis, en raison de la présence importante de militants du PCI, devia sur un débat entre marxisme et anarchie.

Le débat sur la contre-information (une soixantaine de personnes) fut l'occasion pour l'équipe de Radio Klaxon, récemment interceptée par les flics, d'exposer ce qu'étaient les radios libres, les arrestations et ce que l'on compte faire pendant leur jugement. Les copains du *Névrose d'Anjou*, journal de contre-information local, ont exposé leur situation.

Le dernier débat sur Police-Prison-Justice, a réuni 50 personnes extrêmement motivées sur le problème des prisons. Denis Langlois, avocat au barreau de Paris et écrivain, a surtout expliqué la situation des prisonniers en France.

Nous pensons avoir touché 250 personnes environ, ce qui n'est pas mal pour une ville comme Angers. Ce ne fut pourtant pas l'aide de la presse qui nous les apporta. Au niveau local, seul *Ouest-France* passa quelques communiqués pour annoncer les débats. Au niveau national, seul *Le Monde Libertaire*, cet excellent journal, passa chaque semaine le programme des journées.

Les groupes d'Angers



Un insoumis en cavale parle

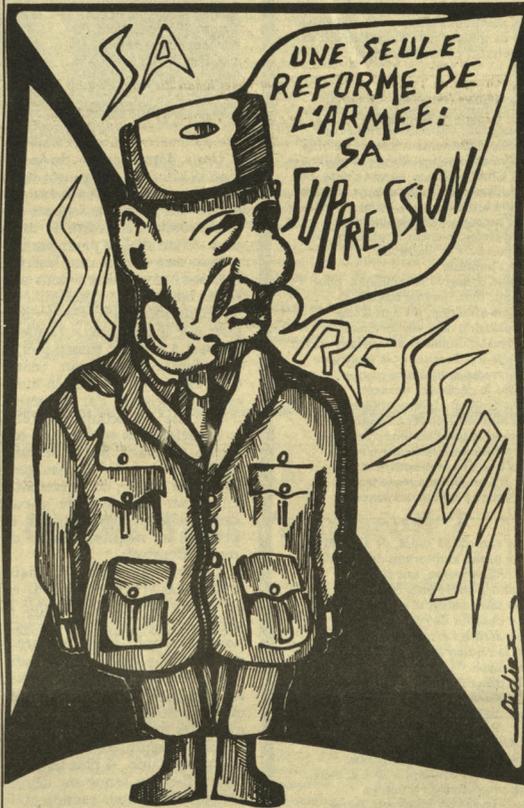
A BAS L'ARMÉE

L'article ci-dessous a été rédigé par un camarade insoumis, vivement recherché par tous ceux qui, à défaut de le voir vêtu de kaki, rêvent de le jeter au cachot pour un temps.

C'est qu'en effet Vaïma, c'est son nom, est un être dangereux : il ne veut pas apprendre à tuer, ce qui est toujours impardonnable.

En attendant, dans sa folle cavale, Vaïma, comme Mesrine, trouve le temps d'écrire. Il s'exprime ici...

« L'insoumission et la désertion ne sont pas des délits d'opinion, mais une atteinte grave au devoir essentiel des Français vis-à-vis de la patrie et un manquement inadmissible aux lois républicaines... » dit Bourges devant l'assemblée le 7 novembre dernier ! Allez après ça expliquer la portée théorique de l'insoumission totale... Surtout que le discours de Bourges n'est pas resté lettre morte, mais a marqué le point de départ d'une nouvelle offensive contre les antimilitaristes (procès d'objecteurs-insoumis, de renvoyeurs de livrets, d'insoumis, de déserteurs, poursuites contre les groupes d'insoumission, etc.). Dans le cadre de ces opérations, les gendarmes ont tenté de m'arrêter courant décembre. Une convocation a été affichée à ma dernière adresse connue, convocation à un procès qui a été reculé par une commission militaire qui a décidé d'activer les recherches pour m'arrêter. Est-ce moi que l'on vise dans ces manœuvres ? Je ne le pense pas, mais plutôt le G.S.I. (Groupe de Solidarité et d'Information) et le C.A.P. (Comité d'Action des Prisonniers). Deux groupes auxquels j'appartiens, qui ont la particularité d'organiser la solidarité offensive, l'un pour les insoumis, l'autre pour les taulards. Deux groupes qui luttent au coude à coude avec les antimilitaristes, de toutes tendances, poursuivis.



Pour l'armée, le crime le plus grand étant l'information et l'association, elle cherche à briser les individus en lutte en les isolant. Peine perdue car plus que jamais les insoumis organisent l'entraide révolutionnaire, et la publication d'avis de recherche est un défi aux militaires et un instrument brisant la solitude des exilés, l'isolement des individus en cavale, le silence imposé aux copains incarcérés.

Les insoumis s'auto-organisent, c'est un acquit primordial pour la lutte antimilitariste dans son ensemble, mais aussi pour tous les libertaires et anti-autoritaires. L'insoumission n'étant pas spécifiquement militaire mais aussi civile, et son ennemi principal le même que pour l'ensemble de la mouvance anarchiste : l'Etat!

VAÏMA (insoumis depuis juin 77)

en bref...en bref...

Un comité Louis Lecoq vient de se créer sur Orléans. Ce groupe antimilitariste visant à la suppression de toutes les armées rassemble toutes les personnes intéressées sur la plateforme suivante :

- * refus de tout service, civil ou militaire
- * désarmement unilatéral
- * objection de conscience à tout moment et pour tout motif...

Le comité de soutien aux réfugiés politiques organise chaque mardi des réunions à 20 h 30 :

- * Adèle » 39, rue St-Rome à Toulouse.

Ces réunions ont pour but de s'opposer à la « future extradition » de deux basques actuellement écroués.

Politique du silence orchestrée par l'Europe policière, qui vise à chercher comme seule solution au problème basque : la répression.

Un CLO vient de voir le jour sur l'Orne, et regroupent tous ceux qui veulent lutter contre l'armée et contre toute forme... d'armée.

Depuis quelques semaines, les autorités militaires s'activent énormément pour arrêter Valma, insumis total en cavale depuis un an et demi, membre du CAP et du GSI.

Le pouvoir ne pouvant mettre la main dessus, après ses traditionnelles besognes (fouilles d'appartements, visite aux parents et amis), a repoussé le procès afin de poursuivre les recherches.

Nous avons une bonne nouvelle pour toute la filicaille de France : Valma n'est pas encore mort ou réduit au silence.

Si ces messieurs sont des lecteurs assidus du Monde Libertaire, ils auront le grand honneur d'avoir de ses nouvelles et de connaître les positions politiques et militantes de ce gibier qu'ils pourchassent sans résultat... comme Mesrine!

L'ayatollah fait beaucoup parler de lui : guerre civile dans le Krudistan, des milices civiles qui fusillent divinement à tous de bras ex-fonctionnaires, hommes politiques du Chah, voleurs, homosexuels, etc. Suppression de l'alcool, de la mixité dans les écoles, etc., sont parmi les mesures « révolutionnaires » qui feront avancer l'Iran à pas de géant vers la libération de l'homme.

On a conservé la lapidation pour punir toute femme infidèle. Mais attention, il s'agit d'une lapidation nouvelle formule, « révolutionnaire » en quelque sorte! Cette fois l'amant et la maîtresse (demeurés puritains jusque dans le choix des termes), ont droit au châtimement divin.

Si la femme en reçoit encore un peu plus que l'homme, c'est que la révolution iranienne n'en est qu'à sa phase première et que tout s'améliore avec le temps. C'est ça l'égalité des sexes!

Le samedi 31 mars, de 14 à 24 h au grand auditorium de l'INSA à Villeurbanne, une fête est organisée en soutien au mouvement des radios libres. Le bénéfice de cette journée permettra l'achat d'un émetteur et la reprise des émissions sur Lyon.

Au programme : chanteurs et théâtre l'après-midi, rock à partir de 20 h.

L'Union Locale CNT de Fresnes-Antony organise le samedi 31 mars à 20 h précises la projection du montage « Espagne 36 », qui sera suivie d'un débat sur l'anarcho-syndicalisme aujourd'hui.

Le Fou Parle n'a pas pu faire paraître son numéro 10 comme prévu début mars. Malgré ses difficultés financières, il entend persévérer. Sa parution est seulement retardée. On peut toujours se procurer les anciens numéros 10, rue de la Félicité-Paris 17*

XXXXXX

L'art de se ramasser une châtaigne

AUBENAS est devenue depuis peu ville-jumelle de Stalingrad pour les tristes cons du Front National. Qu'ils ne viennent pas dire n'avoir pas été prévenus : une main anonyme avait depuis longtemps tracé sur un mur aubennais la formule suffisamment claire de « Fascistes ne vous cassez pas la tête, on s'en charge! », qui, dans un raccourci brutal, exprimait la seule thérapeutique permettant de soigner sur le champ une crise d'épilepsie fasciste.

Un samedi matin, jour de marché à Aubenas, des fascistes se sont aventurés à distribuer quelques tracts annonçant pour le mercredi 7 mars un meeting du Front National avec la participation de Le Pen (« suivez le guide! »).



Le Pen tel qu'il a failli se produire à Aubenas

Les « démocrates » de la région d'Aubenas, ou plutôt leurs organisations, présentèrent au maire une humble requête lui demandant d'interdire le meeting. Avant d'aller payer vos impôts locaux, sachez que le Front National se réunissait dans une salle communale. Quoi qu'il en soit, nous sommes forcés de constater que le reformisme vertueux persiste à vouloir passer par la voie hiérarchique pour tenter d'enrayer - vainement - la montée du fascisme. Par là-même, il accorde beaucoup de crédit et de déférences serviles aux autorités en place. Si, en léchant légalement le cul d'un bourgeois maire ou préfet, on parvenait à empêcher les coups de gueule des fascistes, cela éviterait de prendre les risques d'action directe offensive...

Comme de juste, le maire d'Aubenas n'a pas réagi. Il est de droite et nous savons que la droite engage les nerfs fascistes pour accomplir les basses besognes (affichage, bagarres, services d'ordre, etc.). Aussi, sur les consignes de nos valeureuses organisations démocratiques, c'est près de 300 personnes qui se sont rassemblées le mercredi devant la mairie. A part les nombreux flics en tenue ou déguisés en civil, tout le monde était là pour protester contre le meeting fasciste qui devait se tenir quelques minutes plus tard au même endroit.

Un couillon du PC a pris la parole pour stigmatiser le meeting fasciste et raciste. Le fasciste rouge s'effarouchait des fascistes bruns. Mais cet émoi de circonstance ne l'a pas empêché de répéter à plusieurs reprises que les organisations signataires du tract appelant à cette manifestation ne voulaient surtout pas empêcher la réunion du Front National. Après le discours d'un ancien déporté, tout le monde

devait rentrer bien sagement à la maison. Cela pour éviter les affrontements. Il est difficile de dire qui, des CRS ou du PCF, est le plus préoccupé de l'ordre public. En tout cas, avec des raisonnements pareils, il ne faut pas s'étonner de se voir parqués dans des stades ou exécutés à la mitrailleuse. Le matérialisme historique a la mémoire courte.

Cependant, malgré les directives larmoyantes du PC, une cinquantaine de camarades ont décidé de rester et d'occuper l'escalier de la mairie. Comme la salle se trouvait juste à côté, nous y sommes entrés et nous avons occupé toutes les chaises. Après tout, la réunion se voulait publique.

Les rares connards venus voir baver Le Pen se sont barrés vite

A PROPOS DU MILITANTISME

CHACUN individu, quelles que soient ses opinions, sa morale, son comportement à l'égard de lui-même d'abord et vis-à-vis des autres ensuite, cherche toujours à s'affirmer selon ses propres intérêts, consciemment quelquefois, inconsciemment la plupart du temps. Ce qui vient d'être dit peut paraître « aller de soi » et pourtant combien d'honnêtes citoyens ne vous diront-ils pas en vous regardant dans les yeux et en se contorsionnant le visage d'un air méchant, que la seule chose qui les intéresse, eux, les braves gens, c'est le bien collectif, l'intérêt général et capital foi d'animal, c'est-à-dire l'ennemi juré de leur égoïsme intrinsèque : la Loi!

Singulièrement, au regard de l'histoire de l'humanité, il apparaît d'emblée qu'il est beaucoup plus facile de se battre contre Soi, plutôt que de lutter pour Soi. Cela est un paradoxe de taille et deux mille ans de christianisme en sont, hélas!, la preuve la plus irréfutable qui soit! Alors, pourquoi diable militer, lutter, combattre?...

Grogner n'engage à rien, alors que vivre selon sa propre éthique personnelle signifie à plus ou moins brève échéance, prendre le risque d'être rejeté par la société avec la plus extrême des violences : physique et morale. Et, la peur et la haine bien comprises, distillées par les Etats et les Nations, et toutes les autorités intermédiaires, contribuent hardiment au maintien de la médiocrité de la vie actuelle sur la planète Terre où nous évoluons (voir les pratiques de délation à l'échelle de masse qui fleurissent dans la société moderne).

Les choses se compliquent quelque peu lorsqu'il s'agit de définir précisément ce contre quoi et ce pour quoi chacun de nous doit (pour parler communément) vivre!

L'argent dénie toute valeur à l'individu. Le pouvoir l'avilit plus encore, allant jusqu'à lui faire admettre, non sans difficulté il est vrai, que nul n'est capable de penser et d'agir d'une manière autonome, sans le secours d'une tierce personne. Dans ces conditions comment faire pour que l'individu présente ne soit plus, ne puisse plus être légitime? Et comment l'individu conscient de lui-même, le militant, peut-il s'affirmer et, ce faisant, encourager ses compagnons de chaînes à briser les leurs en même temps que les siennes?

Créer un rapport de force, s'associer!

S'associer? Mais, tout le monde est d'accord là-dessus, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite de l'échiquier politique! La question que l'on est en droit de se poser concerne bien plutôt l'art et la manière de le faire, qui dépend étroitement du contenu du projet politique porté par l'organisation militante. Examinons donc les modes d'organisation qui existent à l'heure actuelle.

L'idéologie statique et centralisatrice est de loin la plus répandue. Elle copie et s'identifie donc à la société moderne qui justifie à tout crin la nécessaire délégation des pouvoirs des masses populaires entre les mains de spécialistes, arbitrairement supposés plus « responsables » (ce qui montre le mépris dans lequel les seconds peuvent tenir les premiers, considérés alors comme les derniers des derniers). Le centralisme justifie ainsi les moyens les plus criminels (la torture, la peine de mort, la guerre, le mensonge, la capitulation totale de l'individu au profit d'intérêts collectifs édeniques) en fonction de principes bien établis tels que « travail-famille-patrie » (exemples forts révélateurs en la matière : fascisme, libéralisme, social-démocratie, stalinisme) et au seul profit de l'efficacité, du quantitatif.

La dynamique fédéraliste, quant à elle, souhaite réaliser concrètement l'harmonie entre chaque individu et la collectivité, la liberté maximum compatible avec le minimum de contraintes qui doivent pouvoir être remises en cause à tout moment. Le fédéralisme s'oppose au centralisme radicalement, en cela qu'il se refuse d'interdire de penser par eux-mêmes aux

individus membres d'une communauté affinitaire ou professionnelle. En revanche, il demande à chacun un minimum de conscience égoïste, c'est-à-dire le refus de toute autorité, il recherche donc la qualité de l'homme et de la femme plutôt que le plus grand nombre d'adhérents possible. Ainsi défini, le militant doit être avant tout un dissident, quelqu'un qui a des idées personnelles.

En extrapolant quelque peu, nous pouvons dire que le centralisme repousse de ses rangs la révolte comme la peste, quoiqu'il puisse fort bien tolérer un esprit révolutionnaire revanche, à la condition toutefois que celui-ci ne se mêle pas de remettre en cause le moindre de ses fonctionnements idéologiques. Au contraire, le fédéralisme se fait un point d'honneur d'entretenir l'esprit de révolte, tout en refusant la démesure nihiliste susceptible de déboucher sur une violence aveugle, et il essaiera en conséquence de développer au maximum la conscience de ses militants par une libre confrontation de pratiques et opinions sur les sujets les plus divers, en laissant libre cours à l'imagination de chacun.

Mais, d'aucuns diront en grinçant pour rompre ce flot de mots élogieux pour les potentialités supposées de l'individu à s'associer librement sans trop de heurts, que tous les gens sont cons et que c'est pas demain la veille qu'ils se dresseront comme un seul homme contre l'oppression! Peut-être n'ont-ils pas tout à fait tort à l'heure des urnes collectifs dans les isolements. Oui, mais l'ennui dans cette affaire c'est que les personnes qui tiennent sans discontinuer ce raisonnement arbitraire (en se refusant courageusement à aller l'honneur d'être cons sans le savoir) sont les mêmes qui se pressent aux portiques du pouvoir pour colmater les brèches d'un navire qui prend l'eau de toutes parts, en projetant monts et merveilles à leur électoral potentiel qu'ils caressent alors bravement dans le sens du poil, pour l'occasion : on a le sens des affaires ou on ne l'a pas!

Les militants libertaires, puisque c'est d'eux qu'il s'agit ici, qu'ils soient ou non adhérents à une organisation anarchiste, doivent faire place nette et briser la confiance passionnelle du peuple dont bénéficient les exploitateurs et autres parasites d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Cela est plus facile à dire qu'à faire, je sais, les faits sont têtus, comme dit l'autre! Cela n'est pas de tout repos et peut très bien en rebouter plus d'un, mais tout compte fait n'est-il pas préférable d'être soi-même une seconde qu'un autre toute sa vie? Alors, il faut se mettre à la besogne, propager par notre exemple, notre manière d'être et notre état d'esprit, le virus bénéfique de l'insoumission. On ne perd rien à essayer de vouloir vivre libre pour le plaisir plutôt que d'accepter d'être l'esclave de son propre dégoût.

Celui qui n'a rien n'a rien à perdre!

Christian LACOMBE

LA CITATION DE LA SEMAINE...

« Il n'y a de classe dirigeante que courageuse. A toute époque, les classes dirigeantes se sont constituées par le courage, par l'acceptation consciente du risque.

Dirige celui qui risque ce que les dirigés ne veulent pas risquer.

Est respecté celui qui, volontairement, accomplit pour les autres les actes difficiles ou dangereux.

Est un chef celui qui procure aux autres la sécurité en prenant pour soi les dangers.

Le courage pour l'entrepreneur, c'est l'esprit d'entreprise et le refus de recourir à l'Etat; pour le technicien, c'est le refus de transiger avec la qualité, pour le directeur du personnel ou le directeur d'usine, c'est la défense de la maison, la défense de l'autorité et, avec elle, celle de la discipline et de l'ordre ».

Ce joli morceau date de 1890 et est signé... Jean Jaurès.

Gilles GLEIZAL
Bernard APPY
(Liaison Aubenas)

A propos de la manifestation contre les licenciements

Les syndicalistes et les autonomes : deux mondes qui s'ignorent !

(suite de la page 1)



En marge de la manif, spectateur...

morne, sans vrai enthousiasme, aux mots d'ordre rares, courts, sans imagination, lithanies traditionnelles destinées à exorciser les démons auxquels personne ne croit, mais qu'on invoque quand même à tout hasard, en priant Dieu pour que ça réussisse! Mais comme la mélancolie n'est pas ennemie du ridicule, on pouvait remarquer au carrefour Richelieu-Drouot, une poignée d'élus socialistes, la bedaine bardée de tricolore, qui essayaient de s'introduire dans le cortège sous l'œil goguenard des syndicalistes hurlant dans leurs oreilles « Unité, unité, camarades ». Ils finirent par pénétrer dans le défilé, otages d'un parti qui sait prendre dans la rue sa revanche des urnes.

C'est en remontant le trottoir vers la place de la République, à contre-sens du cortège, que j'ai rencontré les autonomes. Ils venaient de mettre le feu sur la place et ils fuyaient devant les flics, renversant tout sur leur passage. Dois-je le dire, mon cœur se serra. Ceux-là, d'une manière ou d'une autre, enfants perdus du marxisme gauchiste ou de l'anarchisme informel, ils sont des nôtres, ou du moins ils sont des miens. Je ne leur ai jamais fait de cadeau dans ce

journal, chacun le sait, mais ces enfants perdus de la révolution, qui, comme les fleurs, ne dureront qu'une saison avant d'aller se perdre dans la grande masse des abrutis, ils représentent dans cette société veule où chacun marche dans les clous qu'il a lui-même posé, la tradition de cette révolte folle que, depuis François Villon, les bourgeois rejettent avec horreur lorsqu'elle les menace, quitte à se l'approprier lorsqu'elle n'est plus que de l'histoire dont elle peut se parer pour se faire croire, et faire croire aux autres, que sa lâcheté proverbiale n'est que circonstancielle!

Les autonomes ont attaqué, à l'Opéra, à la gare de l'Est! Plusieurs centaines nous ont dit les médias! Nous ne sommes plus devant une poignée de loubards ou de casseurs. Plusieurs centaines? Ils sont diablement organisés ces autonomes, qui ne sont pas si autonomes qu'ils veulent bien nous le dire, et parmi lesquels il doit bien s'en trouver quelques uns qui nous ont reproché de trop organiser l'anarchie! Casser pour casser, voler pour voler, le but est dérisoire! Mais s'opposer à la ficaille, avec tenacité, avec courage, pour démontrer que la rue n'appartient pas seulement aux masses moutonnées ou à la garde prétorienne, il faut le faire! Et après tout, les bavures de la Commune n'ont rien effacé du magnifique idéal qu'elle a représenté pour le mouvement ouvrier. Pourtant rien ne semblait pouvoir lier ces deux mondes, des syndicalistes défilant sagement pour arracher quelques bribes au système qui l'opprime, et ces jeunes barbares qui rêvent de l'absolu!

Le mouvement syndical est vieux, fatigué, à bout de souffle et d'imagination. Il ne s'est pas remis des saignées que les politiciens lui ont infligées pour fortifier leur propre corps. L'électoralisme lui a retiré toute raison d'exister sous sa forme révolutionnaire. Tous les quatre ans, il espère en de bonnes élections, et entre ces périodes il livre des combats d'arrière-garde pour diminuer les sacrifices que les évolutions exigent des plus déshérités. Le monde se transforme et se forme en dehors de lui. « Giscard des sous! »... mais les sous, le Capital les garde dans la Bastille, et la Bastille il faut la prendre! Les hommes que je voyais défilant devant moi, avec lesquels depuis cinquante ans je mène le même combat, me semblaient plus prêts de l'Hôtel des Invalides que de l'Hôtel de Ville, bastion des révolutions triomphantes. De toute façon, Maire et Bergeron ont raison, ces journées nationales sans lendemain relèvent du folklore, mais n'est-ce pas la manifestation

comme moyen de lutte qui est aujourd'hui dépassé et nos autonomes, qui la méprisent sur le fond et qui la suivent dans l'indifférence, attentifs seulement aux affrontements qu'elle peut susciter, ont-ils raison ou pas?

La manifestation fut un instant important du mouvement ouvrier. Elle était symbolique (le 1^{er} Mai) ou de circonstance (la diminution des salaires)! Le peuple sortait rarement des usines pour gagner la rue, mais il en sortait à bon escient, pour des revendications essentielles. Aujourd'hui, les manif's se sont multipliés pour tout ou pour rien. Seul le clan qui les organise se sent concerné et on voit quotidiennement se promener derrière un morceau de drapeau et une pancarte déchirée une poignée de farfelus censés représenter les foules et qui brailent dans l'indifférence générale. La manifestation, la vraie, rassemblait elle, en plus des militants, une population pour une fois concernée et qui venait de tous les horizons se placer derrière l'organisation ouvrière... pour que ça change!

Oui, c'est bien un peu du passé que j'ai vu se perdre vers l'Opéra, et ce qui lui faisait cortège la rage au cœur, la mine farouche, n'est pas sûrement l'avenir car les jacqueries ont dans l'histoire creusé les fossés qui ont englouti des révoltes en conduisant les hommes, comme le flutiste conduisait les rats de la ville envahie par la peste, vers un gouffre sans fin.



... et acteur

La vérité n'est ni la procession ni la casse! La vérité c'est la lutte farouche, physique, intellectuelle, sous toutes ses formes, syndicales ou autres, mais conduites par la raison. Il ne faut pas se tromper d'adversaires, les vitrines ça se remplace et l'Etat paiera! C'est ce que nous, les militants de la Fédération Anarchiste, nous avons compris depuis longtemps. Il ne faut pas non plus se tromper de refuge une fois rejetée la gourme qui envahit le cœur. L'alternative ce n'est pas l'autonomie à 20 ans ou la bourgeoisie à 30, l'alternative c'est l'autorité sous toutes ses formes ou l'anarchie! Et l'anarchie c'est l'ordre disait Reclus... nous aussi. Les autonomes feraient bien d'y réfléchir sérieusement avant d'aller grossir la cohorte des enfants perdus mécontents de tout le monde et d'eux-mêmes.

Maurice JOYEUX

COMMUNIQUÉ

Vendredi 23 mars, une marche de l'emploi, organisée par la CGT et des sections syndicales locales, doit canaliser la lutte des travailleurs touchés par la restructuration industrielle.

Une manifestation, caricature des actions déjà menées par les travailleurs, ne peut être un aboutissement constructif à leur lutte. Ce n'est pas dans une parodie de collaboration des classes que l'ensemble de la population détruira le salariat pour construire une organisation sociale sans hiérarchie ni exploitation. Ni la concertation demandant aux travailleurs de gérer la crise du capitalisme, ni la négociation demandée par syndicats et patronat, vidant le contenu révolutionnaire des luttes engagées, ne résoudre les problèmes de l'emploi et des adaptations du capitalisme.

C'est dans ses propres forces que la classe ouvrière trouvera les moyens d'abattre une société oppressive.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Chronique du goulag ordinaire

CUBA — Près de 150 personnes, pour moitié « ex-prisonniers politiques » et pour autre moitié proches familiaux de ces derniers, viennent de recevoir l'autorisation (merci Castrol) de quitter La Havane pour les USA.

TCHÉCOSLOVAQUIE — La semaine dernière, des perquisitions (eh oui, encore!) ont eu lieu chez Václav Benda, un des porte-paroles de la Charte 77. Comme à sa glorieuse habitude, le bras séculier étatique a minutieusement travaillé : un grand lot de documents, lettres et livres, ont été... « aimablement confisqués ».

Une nouvelle revue clandestine CTVEREK éditée par Jiri Dienstbier vient de sortir à Prague. D'un réformisme tout à fait « conventionnel », elle publie aussi des textes euro-communistes...

ROUMANIE — Gheorge Calcini, un prêtre orthodoxe, a été arrêté en début de ce mois de mars. Agé de 52 ans, il a déjà purgé près de 15 ans de prison. Au catéchisme officiel, il a eu le tort un peu trop prononcé d'opposer ouvertement le sien. Les oppositions « pathologiques et invétérées » devant être sérieusement combattues, la police politique a décidé de continuer son combat...

HONGRIE — Selon « l'honorable et responsable » officielle agence de presse Magyar Tavirali Iroda, le maréchal Victor Koulikov, « commandant en chef des forces du pacte de Varsovie », alors qu'il assistait à des manœuvres conjointes des armées russe et hongroise, a déclaré : « J'ai aussi pu contacter directement les soldats de l'armée hongroise et de l'armée soviétique » selon lui « TEMPORAIREMENT » stationnées en Hongrie. Il est vrai que depuis 1956, il ne s'est effectivement passé que quelques malheureuses et petites 23 années...

POLOGNE — Plus de la moitié de ce que la bourgeoisie d'Etat reçoit en bénéfices d'exportations est consacré à régler sa dette extérieure. Le capitalisme polonais, en plus d'une dette qui dépasse la dizaine de milliards de dollars, vient encore d'obtenir des banques occidentales un prêt de 500 millions de dollars. Les investissements ne se contentent plus désormais de stagner, maintenant ils reculent de près de 3% l'an.

Pour sortir de ce bourbier gigantesque, le gouvernement vient officiellement d'annoncer que « des sociétés à capital mixte » pourront être créées dans les secteurs de moyennes et petites entreprises, dans lesquels il envisage cependant de se réserver 51% des parts...

Pour stimuler la production, pour exporter et rééquilibrer la balance commerciale, pour donner un peu plus de biens de consommation aux travailleurs qui, pour être « calmes », en ont besoin, plus que jamais il faut « favoriser l'entrée fraternelle des capitaux étrangers »...

Jacék Kuron, l'un des membres du KOR (comité d'autodéfense sociale), sa femme, leur fils et plusieurs de leurs amis, ont reçu la semaine dernière « l'aimable visite » d'une cinquantaine d'individus qui ont « délicatement tabassés » tout le monde. Petite devinette : qui étaient-ils ?

U.R.S.S. — La lutte contre les Tatars de Crimée (ML 301, 303) continue de plus belle, deux cent d'entre eux, « inconscients certainement », qui étaient venus manifester à Moscou pour obtenir le droit de retourner dans leur pays ont été rapidement foutus dans des trains via Tachkent. Le « gouvernement populaire » leur a offert un grand voyage...

Après l'accord économique signé dernièrement à New Delhi (voir ML 306), l'URSS, qui fournit déjà pas mal d'eau lourde pour les centrales indiennes vient de décider philanthropiquement de construire pour ses amis Indiens la plus grande centrale nucléaire d'Asie.

CHINE — Pékin continue sa course forcée vers l'industrialisation accélérée, cherchant à attirer toujours plus de capitaux et de techniques, il lui faut pour ce faire « correctement », avoir de « doctes enseignants » en technologie et en langue. La bourgeoisie vient donc là-bas de décider avec sérieux la réouverture de l'université Aurore des Jésuites à Shanghai.

ALBANIE — Empêtré des difficultés dingues, le capitalisme continue là-bas à se casser la gueule de merveilleuse façon. Mais pour importer les machines et les équipements nécessaires à son développement, que sa « rupture » avec la Chine rend de plus en plus problématique, Tirana vient de demander pour « dommage de guerre et intérêts à la RFA, 2 millions de marks. Sans vouloir être méchant, camarade Enver Hodja, il y a peu de chance que ta requête, quelle que soit sa politesse persuasive, aboutisse!

Gr. Commune de Kronstadt

U.R.S.S.

Crises dans l'appareil ?

Le 7 février dernier, Le Monde s'est fait l'écho de limogeages en séries de dirigeants locaux du PCUS. Il semble que, depuis le plénum du comité central de novembre dernier, l'administration Brejnev soit décidée à faire le ménage des écuries d'Augias. Rapport aux élections-pègre à cons du 4 mars ? Le Kremlin choisit de çi de là quelques boucs émissaires pour redorer son blason auprès des couches de la population qui ont le plus subi ces dernières années l'arbitraire des satrapes régionaux. Qu'on juge des bavures à travers les maigres aveux du très stalinien Magazine France-URSS. En 78, le parquet a effectué 334 enquêtes suivies de sanctions disciplinaires à l'encontre de 140 fonctionnaires. Les fautes les plus répandues sont la négligence et la grossièreté, parfois les détournements de fonds, souvent des brimades administratives à l'égard d'ouvriers (une ouvrière est restée 5 mois sans percevoir son allocation retraite, en tout 320 roubles). Dans le Donetsk, un directeur adjoint laisse sans réponses 161 réclamations concernant des réparations d'immeubles, l'adduction du gaz, les fournitures en charbon...

s'étonne La Pravda. Messieurs les scriboullards vautés de Moscou, vous savez bien la terreur exercée sur les petites gens « sans parti », le pouvoir discrétionnaire des dirigeants locaux et la collusion de leurs intérêts avec ceux des bonzes syndicaux! Ceux qui osent se plaindre sont déjà des privilégiés : vétérans de l'armée, ouvriers « héros du travail socialiste »... Depuis le début de la bureaucratie du régime, c'est aux petits profiteurs et tyrans locaux que le Kremlin attribue la responsabilité des échecs économiques, de la gabegie dans la distribution. On purge périodiquement les provinces où des dynasties décorées héréditaires de bureaucrates font fortune. En 72, Mjavadzede, premier secrétaire du PC de Géorgie, fut « liquidé » avec une foule de sous-fifres pour corruption et détournement de fonds... La bureaucratie a, comme toute Mafia, ses lois : Moscou surveille qui a les dents trop longues et où la pression populaire est trop vive! Il s'agit de désamorcer toute explosion de colère comme en vient, récemment, justement le Donetsk et la Transcaucasie...

Mais que font donc nos bons syndicalistes rouges défenseurs du prolo ?...

Le solidaire (Massy)

L'opposition polonaise UNE CONTRE-SOCIÉTÉ

L'opposition polonaise actuelle trouve son origine dans la campagne menée fin 75-début 76 contre le projet de nouvelle constitution, projet qui comprenait deux articles (sur le rôle dirigeant du parti, l'autre sur « l'amitié » avec l'URSS) qui soulevèrent un tollé général. Devant la pression de l'opinion publique, les pétitions et l'opposition de nombreux intellectuels, le pouvoir cède, au printemps 76, et supprime les deux articles.

En juin 76, après l'annonce d'une hausse massive des prix, les ouvriers se mettent en grève et manifestent. A Radom et à Ursus, de violentes émeutes ont lieu. Encore une fois le pouvoir cède et annule la hausse des prix, mais la répression est féroce : arrestations, tortures, licenciements, etc. Devant cette situation, des intellectuels soucieux de ne pas renouveler les erreurs de 68 et 70 (en 68 les manifestations d'étudiants ne reçurent pas l'appui des ouvriers, en 70 les ouvriers ne reçurent pas l'appui des intellectuels) créèrent le Comité de Défense des Ouvriers (KOR) dès le mois de septembre, pour défendre et soutenir les ouvriers victimes de la répression. Ils vont en premier lieu apporter un soutien juridique, financier et médical aux ouvriers persécutés et à leurs familles, mais aussi des informations complètes sur cette répression pour informer le public laissé dans l'ignorance par les médias officiels.

Le KOR est illégal (pour le pouvoir mais non pour la constitution), mais il n'est pas clandestin. Les membres du KOR mettent leurs adresses dans le « Bulletin d'informations » du KOR afin que l'on sache à qui s'adresser pour envoyer de l'argent, des témoignages, des plaintes, etc. Un soutien de l'occident parvient aussi (financier et moral). Des quêtes sont faites dans toute la Pologne pour alimenter la caisse de soutien.

Fin novembre 76, le KOR demande la création d'une commission parlementaire d'enquête pour faire la lumière sur la répression, et demande à la population d'adresser des témoignages à cette commission. Résultats de cette campagne : des dizaines de pétitions demandant l'établissement de cette commission d'enquête sont signées, et de nombreuses plaintes (individuelles ou collectives) d'ouvriers ayant participé aux émeutes de juin sont envoyées au procureur de la république populaire de Pologne et à la presse.

Devant cette pression sans cesse accrue, le pouvoir commence à céder. Le 3 janvier 77, Gierek accorde la remise, la réduction ou le sursis des peines pour les personnes « se repentant ». Le KOR reste fidèle à ses objectifs : amnistie totale et enquête pour punir les responsables de la répression.

Le 7 mai, Stanislas Pyjas, étudiant de 23 ans, proche collaborateur du KOR, est trouvé mort. Pour les autorités, il s'agit d'un accident en état d'ivresse. Pour le KOR c'est un assassinat. Stanislas Pietraszko, qui partageait la chambre de Pyjas et était le seul témoin à avoir vu les lettres de menace reçues par Pyjas, est retrouvé dans un lac.

Entre le 14 et le 19 mai 77, 6 membres et 5 sympathisants du KOR sont inculpés pour action contraire aux intérêts politiques de la république populaire de Pologne, en collusion avec des organisations étrangères. Le 25 mai, 11 personnes commencent une grève de la faim dans l'église St-Martin de Varsovie. Elles réclament la libération des 5 ouvriers encore emprisonnés et des membres et sympathisants du KOR.

Le 22 juillet, une amnistie est décrétée à l'occasion de la fête nationale. Les 5 derniers ouvriers et les membres et sympathisants du KOR sont relâchés. A cause de la pression de l'opinion publique, le pouvoir a dû céder.

Le KOR a donc réussi à obtenir l'amnistie totale. En outre, presque tous les ouvriers licenciés à l'issue des émeutes ont été réintégrés, mais à des postes subalternes. Aucune enquête, par contre, n'a été faite sur la répression (violation de la loi, tortures...). Quant à l'aide aux familles, elle est encore nécessaire

dans certains cas, mais ce fut un grand succès.



Le KOR n'a donc plus de raison d'être. Mais au lieu de disparaître, il va au contraire élargir ses activités. Il se transforme en comité d'autodéfense sociale (KSS-«KOR») pour revendiquer les exigences non satisfaites du KOR, mais aussi pour lutter contre toute répression (politique, religieuse, raciale...) et soutenir les personnes persécutées, lutter contre toute violation de la loi, lutter pour le respect institutionnel des droits de l'homme et du citoyen. A cet effet ont été créés un « bureau d'intervention » ainsi qu'un « fonds d'autodéfense sociale » pour les victimes de la répression, mais aussi pour financer des éditions, des bourses, des prix littéraires et des prix scientifiques.

Le KSS-«KOR» va donc lutter contre l'Etat totalitaire en dénonçant les cas de répression, tout en apportant un soutien actif (récemment il y a eu les cas de S. Sekowski et de K. Switon, voir ML précédents). Cette ouverture de ses objectifs va lui permettre de s'intégrer et de participer encore plus au combat contre le totalitarisme. Fin 77, il obtient, par un censeur passé à l'ouest, les archives de la censure politique de 74 à 77. On y apprendra, entre autres, que tout ce qui concerne la pollution, l'exportation de viande vers l'URSS, le bi-centenaire des USA, l'armée du pays (résistance non-communiste en 39-45), etc. est impitoyablement censuré. Parmi les sujets ayant motivé la censure d'articles figure l'anarchisme, ce qui n'étonnera personne. Enfin, pour le côté ridicule, le terme « royal » est systématiquement censuré lorsqu'on parle du château de Varsovie.

Le KSS-«KOR» n'est pas isolé. Au début de 77 est apparu le mouvement pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCIO). Après la mort de Stanislas Pyjas, un comité de défense des étudiants a été créé. Les ouvriers ont pris leurs intérêts en main avec le développement des syndicats libres. Enfin les paysans eux aussi commencent à s'organiser. Une presse parallèle et donc non censurée a vu le jour : *Bulletin d'information du KSS-«KOR»*, *Opiunia* revue du ROPCIO, *Robotnik* organe des syndicats libres,

ZAPIS revue littéraire. Enfin il existe des « universités volantes » qui abordent des sujets non enseignés dans les universités du pouvoir.

Les buts de cette opposition sont clairs et peu révolutionnaires : instaurer le pluralisme grâce à une démocratie parlementaire. Mais la pratique actuelle est très intéressante : il s'agit de nier l'Etat totalitaire, de tout faire en dehors de lui, sans rien lui demander. De plus, pour éviter un démentèlement de l'opposition, chaque petit groupe est autonome, d'une autonomie réelle. C'est un contre-pouvoir qui s'instaure petit à petit en Pologne, un contre-Etat.

Pour conclure, il est bon de rappeler ce que pense de l'opposition Jacek Kuron, un de ses leaders : « Il s'agit ici de la société qui s'organise indépendamment du pouvoir étatique. Dans un régime totalitaire où la société

est organisée uniquement en Etat, le type d'organisation que nous mettons sur pied change la situation générale en limitant le pouvoir totalitaire, car nous ne lui demandons ni permission ni autorisation pour ce que nous entreprenons... Pour l'avenir, nous pensons à une organisation de la société en dehors du pouvoir, c'est-à-dire l'instauration du pluralisme sans autorisation. Nous appelons cela l'autogestion démocratique... En tant que vision sociale, il s'agit de créer dans le cadre d'une démocratie parlementaire le plus grand nombre d'institutions démocratiques qui auraient pour principe ce que ce qui peut être réalisé dans un groupe, le plus petit possible, doit l'être. C'est l'inverse du totalitarisme qui concentre tout dans ses mains ».

Vincent ALBOUY



AU FOU — La psychiatrie polonaise est désormais dans les normes. En effet, les autorités polonaises ont maintenant recours à l'internement forcé de ceux qui sont trop opposants à ses yeux.

Jan Kozlowski est un militant d'opposition, membre et fondateur du Comité provisoire du syndicat paysan libre. Au mois de mars dernier, il a écrit au parti une lettre dénonçant les abus du permanent local. Comme résultat, il a été attaqué en diffamation et le tribunal a demandé un examen psychiatrique. Les experts se sont contentés dans leur rapport d'écrire sa biographie et de conseiller son internement. Il faut dire que Kozlowski a eu une vie peu recommandable : ancien technicien du bâtiment, il a préféré reprendre l'exploitation agricole de ses parents, il a été expulsé du parti en 1957 pour révisionnisme et il est l'un des fondateurs d'un syndicat libre de paysans.

Malgré deux contre-expertises, son appel devant le tribunal de Tarnobrzeg a été repoussé. Il a donc été obligé de rentrer récemment à l'hôpital psychiatrique de Jaroslaw.

D'après le KSS-KOR

INFORMATIONS INTERNATIONALES

brésil

LE MIRAGE DE LA DÉMOCRATIE — Début janvier, le chef de l'Etat brésilien annonce sa volonté de démocratiser le pays. Depuis, des précisions ont été apportées sur la future constitution : le président élu n'a pas le droit de fermer le Congrès, la législation d'exception disparaît, la justice devient indépendante (Pffff!!!), les prisonniers politiques sont amnistiés.

O miracle! L'ère de l'émancipation des Brésiliens s'annoncerait-elle ? (rire étouffé). Non! Regardez bien la constitution et vous verrez que le président peut décréter l'état de siège quand il le veut, c'est-à-dire ramener le pays dans le sang, l'arbitraire et la prison. Quand aux prisonniers politiques, le président n'a pas précisé que la plupart ont été condamnés pour des motifs imaginaires tels que « terrorisme » ou « port d'armes » et que ceux-là ne seront pas libérés. Et de toute façon, au cas où le peuple brésilien en aurait assez de subir le joug de son président, celui-ci pourra toujours faire appel à sa fidèle armée qui n'attend que ça. Belle démocratie, on le voit!

Gr. de Grenoble

portugal

JACQUERIES — La situation dans les campagnes du sud du pays empire de jour en jour. Le gouvernement, à l'aide de la police et du GNR (comparable à nos CRS) continue de chasser les paysans des terres qu'ils occupaient depuis 74. Le PC, qui était bien implanté dans ces régions, est en perte de vitesse. Il accepte certaines expulsions, et la journée de soutien qu'il avait organisé le 24 janvier s'est résumée à des grèves de 15 ou 30 minutes dans tout le pays. Cela n'a en rien aidé la lutte des travailleurs agricoles. Dans l'Alentejo, le PC ne fait presque plus de réunions publiques, ne sachant quoi répondre aux questions des travailleurs.

Le 13 février a eu lieu à Évora une manifestation de travailleurs agricoles, contrôlée par le PC. Mais il a été débordé et un fonctionnaire de la direction régionale de l'Agriculture, qui passait en voiture, a été malmené, et la police n'étant pas assez forte pour rétablir l'ordre ce fut le PC qui dut lancer un appel à la « raison ».

Le 15 février, il y eut une autre manifestation de plusieurs milliers de travailleurs agricoles, mais à Beja cette fois. Il y avait des drapeaux noirs, symbole pour eux de la faim et de l'oppression. Le PC ne contrôla que partiellement la manifestation qui, entre temps, s'était grossie d'ouvriers qui sortaient du travail. Après des démonstrations houleuses devant le siège du gouvernement civil et le centre régional de l'Agriculture, une partie de la manifestation alla défiler dans les rues où habitent les propriétaires terriens, tandis que le reste se dispersait en petits groupes dans la ville en criant des mots d'ordre non officiels du genre « *Donnez des armes au peuple, nous ferons un pays neuf!* »

D'après A Batalha

hollande

L'ACTION ANTIMILITARISTE L'année 79 verra sans nul doute une intensification de l'antimilitarisme dont l'expression est le mouvement Onkruid. Après le procès de l'insoumis total Willem Bosma, voici deux nouvelles arrestations : celles de Willem de Haan et - pour la seconde fois! - de Théo Wolswijk qui seront vraisemblablement condamnés à 18 mois de prison. Et on prévoit pour juillet quatre inculpations de réfractaires. En réponse à ces arrestations il y a eu des actions spectaculaires et bien préparées : dans 7 villes des occupations temporaires des clochers d'églises importantes (le Dôme à Utrecht, la tour Martin à Groningen, l'église Moïse et Aaron à Amsterdam), occupations aussi des mairies de Nimègue et de Groningen. Le mouvement Onkruid prend de l'ampleur, par la création de divers comités locaux. La politique de décentralisation adoptée par la Fédération libertaire va dans le même sens et le mouvement anarchiste aux Pays-Bas prendra davantage d'expansion.

REMOUS DANS L'OTAN — Luns, ex-ministre des Affaires Extérieures, secrétaire général de l'OTAN est accusé d'avoir figuré en 33-36 sur les listes d'adhérents au NSB, le parti national socialiste néerlandais. Luns prétend que cette adhésion avait été donnée « à son insu » par un de ses frères adhérent à ladite organisation. Le gouvernement et la chambre ne poursuivront pas les investigations dans le passé politique de Luns qui ne prouverait pas une attitude « antipatriotique » durant la période 40-45. Admettons... bien que les tendances « corporatistes » de Luns, son amitié personnelle avec Salazar, ses relations à Berlin en 38, ses sympathies pour la fraction intégriste du catholicisme, ne plaident guère en sa faveur.

Mais un autre scandale menace Luns : le passage en Allemagne de l'est de la secrétaire privée de l'OTAN, Ursel Lorenzen qui s'est produite à la télévision, accusant Luns de comploter la destruction de l'Allemagne du nord par bombes nucléaires et de préparer une guerre atomique. Et la transfuge de dire : « Luns était fasciste et il l'est resté ». Cette sombre affaire d'espionnage (qui rappelle celle qui obligea en RFA Brandt à démissionner) conduira peut-être les Américains à se débarrasser de ce maladroit de Luns, déjà indésirable en raison de son caractère autoritaire.

LES ACCORDS ENTRE « PARTENAIRES » SOCIAUX — Tous les syndicats ont finalement signé des accords qui comportent une baisse du niveau des salaires contre la promesse de la création d'emplois. Dans le bâtiment et la sidérurgie on réclame la retraite à 60 ans... ce qui est présenté comme un « ersatz » de la semaine de 35 heures. Quant au syndicat des fonctionnaires, il a tout simplement capitulé en acceptant une diminution des salaires de 0,5% en moyenne, toujours avec la même vague promesse d'une création d'emplois sur laquelle il n'a aucun contrôle.

Entretien

Michel Buhler

Q. — Michel Buhler, en arrivant de Lausanne il y a quelques années, où as-tu commencé de chanter à Paris ?

Michel Buhler — Chez Georges, rue des Canettes, et au Bateau-Lavoir.

— Tes chansons sont politiques mais pas militantes.

— Je ne cherche pas à atteindre des convaincus. Si je chante des choses très dures, les oreilles se ferment. Je pense qu'il est plus utile de prendre un biais plutôt que « Vous êtes des cons, je détiens la vérité ». Il est préférable de réfléchir ensemble.

— Ton style a-t-il ou va-t-il changer ?

— Je pense compléter le support musical mais sans changer fondamentalement l'expression et le son.

— Par tempérament ? Peur de choquer ton auditoire ?

— Actuellement, je n'ai pas l'âme d'un rocker. Par exemple, dans certaines chansons je pense que pour toucher du doigt certaines vérités, il n'y a pas forcément besoin d'une sono puissante, de bruits et de fureur.

— Le déclenchement de tes chansons ?

— Une émotion poétique ou politique. Enregistrée puis fermentée. Comme un fruit mûr, elle tombe.

— Tes chansons reflètent exactement ces émotions ?

— Je suis assez fidèle à l'anecdote. Ce qui peut la faire varier c'est, disons, une certaine « mise en forme chansonnette ».

— Efficacité de tes chansons ?

— Je pense qu'il y a un impact, sinon je changerais de mode d'expression.

— Ton engagement politique en Suisse se traduit par quoi ?

— Une incidence sur la programmation à la radio de certaines de mes chansons, c'est sûr. Je suis sans aucun doute considéré comme un affreux gauchiste.

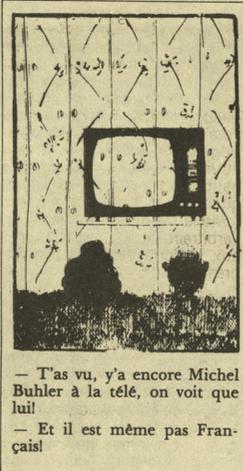
Une chanson comme Rue de la Roquette passe plus facilement que Immigré par exemple.

— Ton intérêt pour la politique en France ?

— Je suis Suisse donc neutre.

— C'est un peu la facilité !

— Oui ? Ecoute mes chansons. Je raconte des choses qui se passent en Suisse mais traduisibles en France (ou ailleurs). L'oppression et les injustices sont de tous les pays.



— T'as vu, y'a encore Michel Buhler à la télé, on voit que lui !

— Et il est même pas Français !

— Parle-moi du député suisse Ziegler qui a dénoncé les magouilles des banquiers.

— C'est un ami. Je pense qu'il a raison dans son action. Il est très mal vu de la Suisse « profonde » et des Suisses « au-dessus ».

— Revenons à la scène. Que dire d'autre ?

— Ça fait bientôt 9 ans que je vis de mes chansons tant bien que mal, toujours accompagné par Nono Muller à l'accordéon. Voilà.

* Michel Buhler : dernier disque Escargot ESC 350 (distr. CBS)

Critique de pub par un mec bien de chez nous !

Pour une fois que je prenais peine à appuyer sur le bouton de la radio pour avoir l'heure, ce matin 20 mars vers 7 h 45, je ne le regrettais pas. Je tombais sur la chronique du nommé Jean-François Kahn d'une série publicitaire précédant un film dans une salle de la région parisienne. Du plus haut comique. Je pourrais même m'avancer à dire que nos braves travailleurs de la SFP en grève, au lieu de se contenter de défendre leur emploi (ce que je ne critique pas), feraient bien également de se pencher sur le problème de la qualité de l'information.

Bref, revenons-en à nos moutons. Un premier flash nous montrait deux agents des « forces de l'ordre » comparés à des débilés mentaux. Excusez-moi, je n'ai pas retenu le thème propre de la pub, ce que j'en rapporte suffisant à « matraquer » presque uniquement les spectateurs ! Ensuite, il nous décrivait un curé devant ses ouailles, se trempant dans sa chaire pour vanter les mérites de telle confiserie. Enfin deux sympathiques voleurs, repartant tout gentiment après leur méfait, une chaîne HI-FI chacun sous le bras.

Ce grand guignol de Kahn nous versait alors sa larme sur

les effets nocifs de telles scènes qui, pour le grand profit de la consommation, mettaient à bas les bonnes valeurs de notre société. Ridiculiser les procès de l'ordre, la religion, le clergé, mettre en évidence deux malfaisants, passer ensuite un film où la violence s'impose, c'en était trop pour notre brave défenseur de ces bonnes valeurs morales. Et ce grand connard d'ajouter : « Malheureusement notre France ne possédait pas encore d'ayatollah... » !!!

Et voilà le travail. Qu'un des bénéficiaires de cette société bien en place se penche sur les effets incideux de la publicité, on pourrait presque s'associer avec lui ; se plaindre de ce matraquage « pousse-consommation » on pourrait presque encore faire un bout de chemin ensemble mais en arrivant à pleurer sur le non respect des piliers les plus solides de notre saloperie de société où règnent injustice, inégalité et où justement flics et curaçonniers en sont les plus vailants défenseurs, c'est à grands coups de pied dans le cul que je ferais avancer cet infâme requin de J.F. Kahn.

Gilles (Gr. de Bordeaux)

Notes de lecture

La révolution mexicaine

de Ricardo

Florès Magon

Édition Spartacus

UNE fois de plus les éditions Spartacus nous proposent un livre hors du commun sur un sujet qui ne l'est pas moins. La révolution mexicaine de Ricardo Florès Magon, c'est, à un échelon le moindre, la révolution inconsciente de Voline. Un aspect soigneusement occulté de la révolution mexicaine de 1910. De cette période en effet, on connaît surtout Zapata ou Pancho Villa mais, et ce n'est pas un hasard, on ignore tout ou presque tout de R.F. Magon. Un article dans *Le Monde Libéraire* (1), quatre pages dans l'incroyable anarchisme de Luis Mercier-Vega (2), une thèse de l'historien mexicain Eduardo Blanquel intitulée *El anarcho-magonismo* (3), et aujourd'hui ce livre ; c'est peu pour rendre à Magon et à l'anarchisme la place qui leur revient dans l'histoire de la révolution mexicaine.

Pourtant, Magon et le magonisme représentent sans nul doute l'aspect le plus cohérent et le plus radical d'une révolution qui dépassa rarement le stade de la révolte. Trempée aux sources de l'anarcho-syndicalisme des IWW nord-américaines, la théorie magoniste aboutit néanmoins à l'échec, incapable qu'elle fut de s'adapter à la réalité mexicaine de son époque. Une paysannerie misérable, analphabète, magnifique d'héroïsme dans sa lutte contre les grands propriétaires fonciers mais dramatiquement pitoyable dans sa croyance en une révolution politique de type bourgeois ; un prolétariat tout juste naissant ; la réalité sociale mexicaine n'était pas mûre pour l'anarcho-communisme de Magon. Le magonisme avait beau trouver des échos favorables dans les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière, il ne s'en trouvait pas moins en décalage, en avance serait-on tenté de dire, par rapport à un type de société qui était encore pré-capitaliste.

Cela étant, l'influence de Magon, du parti libéral et de son journal *Regeneracion* fut loin d'être négligeable dans la révolution mexicaine. La constitution de 1917 porte l'empreinte du programme manifeste du parti libéral de 1906. La devise de ce même parti « Terre et liberté », fut reprise par le mouvement zapatiste. Et combien d'autres exemples encore ?

Oui, le magonisme est une des plus belles pages du grand livre de la révolution mexicaine. Une page mal connue, mais que la série d'articles de *Regeneracion* qui compose l'essentiel du présent livre donne envie de connaître davantage.

L'éphémère république anarchiste de Basse-Californie a beau avoir été noyée dans le sang, nul doute que ses protagonistes renatront un jour au cœur des révolutionnaires mexicains. Après tout, parler d'abolir le salariat ou critiquer féroce le syndicalisme à peine naissant (« il attend tout des lois paternalistes dictées par le gouvernement... ») n'était peut-être pas tout à fait à l'ordre du jour au début du siècle, mais aujourd'hui ?

Jean-Marc RAYNAUD

(1) ML n°219 de février 1976 : « Schéma historique de la révolution mexicaine ».

(2) 10/18

(3) Également un article du même auteur dans la revue *Historia Mexicana* de janvier-mars 1964.

Musique dans le Nord

LE GROUPE « UTOPIA » LUTTE POUR UNE CHANSON DE COMBAT

TOUTE la jeunesse n'est pas embarquée dans la consommation forcée du disco. En effet, beaucoup de jeunes découvrent ou redécouvrent la chanson de combat : Léo Ferré, Bernard Lavilliers, Jacques Higelin, Henri Tachan... Non seulement ils écoutent, mais encore ils créent eux-mêmes. De tous les jeunes qui grattent des guitares émergent parfois des groupes musicaux qui se montent peu à peu malgré les obstacles financiers et techniques.

Ainsi le groupe Utopia en plein pays minier du Nord commence à se faire connaître. Ils nous ont contacté et nous sommes allés les voir jouer. Ils sont quatre pour le moment, sans batteur ni claviers. Ils ont déjà monté eux-mêmes une bonne sonorisation. Sur le plan musical, le groupe, qui n'a qu'un an d'existence, peut encore gagner beaucoup.

Mais le choc du spectacle d'Utopia, ce sont les textes. Outre la reprise de chansons connues, principalement de Lavilliers, le groupe écrit ses propres chansons dans une veine nettement libertaire. « La cité radieuse » est une peinture du bonheur concentrationnaire qui nous guette. Le boulot n'échappe pas à leur critique, mais les vacances non plus : « onze mois de galère pour un mois de croisière » disent-ils ! Leurs paroles sont autant de pavés. Ils dénoncent l'armée d'où un engagé s'évade, l'exploitation par la presse quotidienne du fait divers sanglant, le fan qui sait toutes les modes imposées par le fric... Comme pour Lavilliers, la musique n'est pas un simple support, elle secoue véritablement le public.

Nous les avons interviewés. Ils bossent tous en dehors du groupe et pour des amateurs le travail à fournir pour un groupe est considérable. Ils ont déjà joué en première partie de Tachan à Lens, à Lille pour le Larzac, et beaucoup dans le bassin minier. Ils joueraient bien pour la F.A. Se sentent-ils anarchistes ? « Anarchisant » pour l'un qui

écrit une chanson sur le pape en ce moment. Un autre « ne sait pas ce qu'il est » mais il écrit ses chansons d'un trait par réaction à un fait particulier. Ils ne se sentent pas militants et s'ils sont libertaires c'est presque naturellement.

On ne peut que soutenir le droit pour la jeunesse de créer et d'imposer sa musique en dehors des circuits commerciaux. Car Utopia n'est pas un phénomène isolé. De ce combat culturel jailli presque toujours une expression libertaire. Militante ou non, c'est toujours un coup de balai salutaire.

J.M.D. (Lille)

A vos plumes !

Il y a 3 ans Claude Leroux, Jean-paul Sèvres et Bernard Lavilliers assuraient déjà un spectacle d'une qualité rare dans un petit restau du 15^e à Paris. Ce qui veut dire que les nouveaux talents ne surgissent pas du néant, d'un seul coup, comme pourrait le faire croire leur brusque apparition dans le « grand public » mais existent depuis longtemps déjà pour peu que l'on veuille bien éteindre la télé et aller les écouter. A vos lecteurs et surtout lecteurs de province de les dénicher, de nous les faire connaître, de nous les faire aimer.

Il est sûr que dans votre ville ou votre région il y a soit un chanteur, un mime ou un comédien au talent évident et au langage actuel. Il est sûr aussi qu'il y a des manifestations intéressantes à raconter.

C'est à vous tous de continuer cette chronique du spectacle vivant, beaucoup trop parisienne à mon goût et qui me donne à contre-cœur une sorte de « spécialisation » que je réprouve. Par exemple, les Bretons parlez-nous de Gilbert Sagel, les Auvergnats de Daniel Perret (de St-Pourçain-sur-Sioule) et ceux de la région d'Auxerre parlez-nous des fanas de cinéma et de BD qui organisent des festivals à l'Alpha.

Ohé les Occitans, que devient Patric ? Et les Alsaciens, que fait Roger Siffer ?

Chaque lecteur est un participant. Il suffit d'ouvrir son calepin, ses oreilles et son cœur.

J.J. JULIEN

Théâtre

L'opéra de quat' sous

Théâtre Mogador

LA célèbre histoire londonienne, survenant pendant les fêtes du couronnement, est présentée ici avec une participation allemande pour les textes chantés, bien entendu, en allemand. En France, à part une tentative risquée à l'Empire, avec François Rosay, on ne connaît le célèbre opéra de Kurt Weill que grâce au cinéma. C'est Florelle qui popularisa certains airs de K. Weill, dans la merveilleuse adaptation que sut tirer Pabst de l'œuvre de Brecht. Au théâtre, la mise en scène des fameux docks de Londres demande une énorme mise en place de décors variés présentant les divers endroits, de la Tamise aux abords du palais royal. Maurice Sarrazin a utilisé un unique modèle, ultra baroque, pour faire évoluer tous ses pantins misérables ; on supprime des éléments pour obtenir un autre cadre d'évolution. A part l'évocation de la prison, en final, les tableaux sont assez sommaires et demandent aux spectateurs un bel effort d'imagination pour rétablir la réalité.

La nombreuse troupe se dépense avec ardeur et les chanteurs et chanteuses sont plus que remarquables. La cohorte des faux mutilés et les « dames » hospitalières forment une réussite totale de composition populaire.

Souhaitons aux organisateurs de toucher un nouveau public car l'enchantement laissé par le film filtre encore maintenant. C'est Jean-Louis Barbier qui dirige, avec talent, cette difficile partition. L'association du « Grenier de Toulouse » et du célèbre Théâtre du Capitole, harmonieusement liés pour cette reprise, va sans doute provoquer un réveil du public parisien pour ce célèbre opéra baroque.

Francis AGRY

L'heure de l'action directe

A cause de l'emprise des bureaucraties syndicales toujours prêtes à brader nos luttes pour des miettes ou des promesses, à cause des illusions électoralistes développées par la gauche et les gauchistes, à cause des divisions racistes, de notre manque d'unité, de notre légalisme, bientôt des milliers d'ouvriers seront jetés à la rue comme des objets devenus inutiles pour permettre au capitalisme d'augmenter ses profits en toute tranquillité.

Puisqu'il s'agit de défendre le profit, le patronat licencie à tour de bras, ces licenciements permettant, sous prétexte de compétitivité, de produire à moindre coût. Après la valse des licenciements dus à la crise, c'est la valse des licenciements dus aux restructurations nécessaires au Capital pour augmenter la productivité. Le chômage n'est donc pas la conséquence d'une mauvaise gestion de l'économie comme le prétendent tous les partis réformistes dont les seuls objectifs sont de monter au pouvoir. Le chômage est nécessaire au bon fonctionnement du système capitaliste. Aussi sommes-nous persuadés que la seule solution est la destruction de ce système par la révolution sociale et l'édification du communisme anarchiste, sur des bases fédératives, autogestionnaires et anti-étatiques.

Ce qu'a proposé l'Etat pour tenter de calmer les esprits

Ce fut tout d'abord la promesse de 6 800 emplois : une véritable provocation quand on sait que le Nord-Pas de Calais compte 140 000 chômeurs!

Puis, on promet que dans le Valenciennois Peugeot-Citroën construirait une nouvelle usine de boîtes de vitesse. Mais personne ne croit plus au mythe de l'industrie automobile. En effet, ces emplois devraient être créés sur 5 ans et en 5 ans, avec les licenciements dans la sidérurgie et toutes leurs conséquences, c'est plus de 15 000 emplois qui doivent être supprimés. On peut également noter à titre d'exemple que l'implantation de Simca-Chrysler dans la région il y a dix ans devait apporter près de 10 000 emplois. En 1980, on en sera tout juste à 2 000.

D'autre part, les travailleurs d'Usinor, déjà recyclés des houillères pour une bonne partie d'entre eux, savent que reconversion signifie réadaptation à de nouvelles machines (avec tout ce que cela comporte de fatigue nerveuse), augmentation des cadences et même souvent baisse des salaires.

Devant toutes ces mesures que les professionnels du syndicalisme auraient acceptées s'il n'y avait eu la pression de la base, la colère est montée chaque jour davantage. Usinor veut vivre, Usinor vivra et ce n'est plus par des paroles que va alors s'affirmer cette volonté de vivre et travailler au pays...

La grande leçon des affrontements de ces dernières semaines, c'est que le patronat ne recule que lorsque les travailleurs passent à l'action directe (ainsi apprendra-t-on dans la nuit du 7 mars que le PDG d'Usinor-Denain suspendait le plan de restructuration). Mais ce recul ne fut que momentané car dès que la pression exercée par les travailleurs devint moins forte, Raymond Barre nous déclara qu'il n'avait jamais été question de suppression ni de remise en cause du plan sidérurgique! Les autres leçons à tirer c'est que les ouvriers sont totalement inorganisés et que la plupart de leurs tactiques sont bien souvent suicidaires; ce qui provoque d'ailleurs la profonde inquiétude ou même le mécontentement de la population locale qui redoute maintenant dans sa majorité toute autre manifestation de violence. Face à la répression policière, les 80 000 personnes présentes à Valenciennes le 16 février auraient pourtant été bien utiles!

Le temps n'est plus aux négociations-bidons ou aux manifestations traîne-savates destinées à décourager les ouvriers les plus combattifs. L'heure est venue de se mettre à la désobéissance civile et à l'action directe. Les travailleurs ne sont ni des moutons ni des enfants de chœur, et la violence n'est pas forcément synonyme de chaos. Contre le chômage et l'Etat policier, c'est à nous tous d'organiser une véritable auto-défense populaire et la libre fédération de tous les travailleurs en lutte. Car si nous continuons à lutter usine par usine, région par région, secteur par secteur, nous serons battus, les uns après les autres. Nous devons au contraire généraliser la lutte, développer des liens directs à la base entre chaque entreprise, créer une véritable solidarité ouvrière, construire la démocratie directe (les assemblées générales n'existent même pas à Usinor!), préparer la grève générale illimitée et pourquoi pas la remise en route des usines occupées sous contrôle ouvrier.

En débordant les syndicats, en s'organisant rapidement, nous pouvons encore vaincre. Sinon ce sera des primes de licenciements très alléchantes pour les ouvriers d'Usinor... et en contre-partie une situation sociale de plus en plus précaire pour tous les travailleurs du Valenciennois menacés directement ou indirectement par la fermeture de cette usine.

Le climat social est aujourd'hui beaucoup plus explosif qu'avant mai 68 et la crise du chômage ne fait que commencer. Alors, travailleur, qu'attendons-nous pour créer ce large courant de contestation qui établira enfin le rapport de force qui nous manque? C'est maintenant qu'il faut agir, tous ensemble!

E.D. (Valenciennes)

Denain, petite ville du nord



DENAIN, petite ville du nord de la France, tranquille ville industrielle avec son cœur d'acier : Usinor.

Denain, avec sa classe ouvrière intégrée dans le système de consommation, vivait comme partout ailleurs.

Il y a bien la politique : c'est le parti communiste, on le plébiscite à chaque fois qu'il faut monter aux urnes. Il y a bien le syndicat, mais c'est depuis 30 ans qu'on a pas connu d'actions dures et prolongées.

Donc, en somme, tout allait bien : quotidien un peu difficile sur les fins de mois, télé anesthésiante, informations parlées avec leur cortège de guerres, de révolutions, le Chili, le Portugal... luttes ouvrières venues d'ailleurs comme Lip...

Et puis la crise de tout ce système bien clos et bien stable se déclenche dans cette ville avec une information pas comme les autres, terriblement concrète : LA FERMETURE D'USINOR-DENAIN, TRITH, ANZIN.

C'est alors une période de stupeur, d'incrédulité qui s'abat sur tout ce peuple laborieux. Les ouvriers se tournent vers les pouvoirs publics, estimant que l'on doit se tromper quelque part, que ça n'est pas possible d'arrêter comme ça une usine de la taille d'Usinor, qu'il faudrait peut-être réfléchir aux conséquences en chaîne d'une telle décision, aux coûts sociaux comme disent les bureaucrates. Usinor qui s'arrête brutalement, c'est toute une industrie en amont et en aval qui est bouchée : 20 000 emplois industriels supprimés suivant une étude de la direction départementale de l'Équipement; c'est toute une ville qui perd sa raison d'être, des commerçants qui baissent leur rideau, des écoles qui disparaissent; les conséquences pour les futurs chômeurs et leur famille sont incalculables. Ce ne sont pas les promesses d'un Barre bien repu de créer des emplois en 1983 en implantant une hypothétique firme automobile américaine, qui changeront quoi que ce soit.

Imaginos Denain fin 79 : ce sera une ville de retraités, pré-retraités, assistés sociaux, chômeurs indemnisés comme on le sait; et puis ces travailleurs qui devront aller chercher ailleurs du travail, mais où? Monsieur Barre nous a dit qu'il fallait accélérer la mobilité du travail... alors Cafougnette, prend ta valise!

Le patronat se fout de notre gueule avec l'aide de l'Etat. Il y a quelques années, le patron d'Usinor déclarait que son usine de Denain était parfaitement rentable et qu'elle le serait d'autant plus qu'on relierait celle-ci à Usinor-Dunkerque par un canal à grand gabarit. Ce canal est aujourd'hui construit et a coûté une fortune. A quoi va-t-il servir?

Face à ces aberrations qui ne peuvent naître que dans la tête des technocrates, patrons, ministres assis dans leurs fauteuils, loins de la réalité, loins de la vie, la résistance va commencer à s'organiser après une période de traumatisme.

C'est difficile de réapprendre à lutter après tant d'années. Ici le contexte de la lutte, ça ne peut être que le PC-CGT. Celui-ci organise une journée ville morte à Denain, une à Valenciennes. Elles ont un succès retentissant, personne ne travaillera. Puis, il s'agit de monter la barre un peu plus haut au niveau de la région Nord-Pas de Calais. Le 16 février, c'est la grève générale régionale. Elle sera très bien suivie dans le Valenciennois, moins dans les grandes villes comme Lille.

En même temps que ce travail de mobilisation dans le calme, en même temps que ce mouvement de travailleurs canalisés dans des manifestations rarement débordées dont l'objet est de servir de moyen de pression pour les élus de gauche, un autre mouvement se dessine parmi les travailleurs d'Usinor qui se mettent à barrer les autoroutes régulièrement, à paralyser les cours d'eau, à occuper symboliquement les établissements publics de Valenciennes...

Les négociations ouvertes à Paris entre les directions syndicales et le gouvernement s'enlisent, passent du ministre du Travail au ministre de l'Industrie... les syndicats font mine de croire qu'il y a là du positif. C'est le décalage entre la base et le sommet... La chambre patronale de la métallurgie à Valenciennes est attaquée et complètement mise à sac, la colère monte.

Un esprit de guerrilla se développe jusqu'au jour où les CRS décident d'intervenir brutalement. C'est le 5 mars au soir, alors qu'un bus de sidérurgistes revient de la frontière belge; il est arrêté à St-Amand par une compagnie de CRS commandée par le commissaire de Denain pour vérification d'identité. Les vitres sont cassées à coup de crosses, des grenades lacrymogènes jetées à l'intérieur.

C'est un vieux qui sort du bus le premier, selon les dires d'un sidérurgiste. Il reçoit un coup de crosse dans la clavicule, elles est cassée. Son camarade derrière assaie de le protéger, il reçoit un coup de crosse dans le visage. La guerre est déclarée.

Les 6 et 7 mars, Denain va vivre des journées d'émeute. Les sidérurgistes décident d'attaquer le commissariat; ils veulent demander des comptes au commissaire. La lutte sera dure. Les CRS, qui ont investi la ville, attaquent avec des grenades lacrymogènes, au chlore et offensives. La population vient soutenir les ouvriers qui font l'expérience de la répression des hommes en noir. L'Etat découvre son vrai visage : quand il n'y plus consensus, il y a répression.

L'intersyndicale tente de canaliser le mouvement. Un sidérurgiste nous raconte que l'intersyndicale a tout le pouvoir, c'est elle qui décide de tout. Après une réunion des délégués, il est décidé de soustraire les ouvriers de la lutte qui se mène au commissariat; pour cela il est donné le mot d'ordre d'occuper l'usinell... même FO est d'accord. Un ouvrier : « On nous reprepare 36, ils nous font rentrer dans les usines, après on est encerclé par les CRS... on ne peut rien faire comme ça... »

A Usinor, pas d'assemblée générale, les ouvriers doivent suivre ou rentrer chez eux. C'est ce qu'ils feront après le 7 mars, laissant la place aux jeunes denainiens. Des hommes fatigués, après 48 heures sans sommeil, 48 heures de lutte, sont déçus... mais comment obliger l'intersyndicale toute puissante à discuter? Comment exprimer sa position quand on a en face de soi LE DÉLÉGUÉ avec son savoir? Questions de démocratie syndicale et ouvrière capitales pour la suite du mouvement.

La suite du mouvement? Doit-on rire, doit-on pleurer? Le 10 mars, le PC-CGT avec la CFDT-PS organise une manifestation à Denain. Les élus bedonnants avec leurs écharpes tricolores, dignes comme d'habitude, passent dans la rue. Dans la manif aucun slogan ne rappelle ce qui s'est passé quelques jours plus tôt. Au fait, s'est-il passé quelque chose? Tout est effacé. Le PC-CGT-PS-CFDT tient l'éponge. La manif évite soigneusement le commissariat pour aller se perdre dans la nature où le PC parle à la tribune. Les gens s'en vont. La CGT parle, il n'y a plus personne, tout est calme, rien ne bouge.



De toute façon, les sidérurgistes n'étaient pas là, sauf une délégation de Longwy très combative (slogans...)

Pendant ce temps les négociations continuent. Le PDG d'Usinor déclare qu'Usinor fermera au cours de cette année, qu'il n'est pas question de revenir là-dessus. Barre déclare que ça suffit, que jusqu'ici il a été bien gentil, mais que maintenant ceux qui s'aviseront à de quelconques gamineries...

La CGT prépare fébrilement sa marche sur Paris pour le 23 mars.

Nous sommes sans illusion. L'heure n'est plus aux grandes manifs de démonstration face au pouvoir : seule l'ACTION DIRECTE pourrait le faire céder. Mais l'action directe, c'est la démocratie totale, c'est le pouvoir à la base, et ça les syndicats réformistes n'en veulent pas. L'heure est à la désobéissance civile, mais encore faut-il qu'il y ait une organisation suffisamment implantée pour le soutenir : la CNT à Denain, ça n'existe pas!

L'espoir réside dans la base qui, de toute façon, ne suit pas sa direction syndicale. Si elle ne rentre pas chez elle et ne se réfugie pas dans le désespoir, tout est possible.

André (sympathisant du groupe libertaire de Valenciennes)